L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureau, no 73 rue du Claiborne.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE 25 MAI 1879.

LA CONVENTION.

Séance de Samedi, 24 Mai.

M. Wells appelle la Convention à l'ordre à onze heures précises. Quatre-vingt-dix délégués sont présents.

Le vote du rapport du comité de la législation des pouvoirs de la Législature est considéré.

L'Assemblée en est à l'article 27, qui est ainsi conçu :

Le taux de change connu depuis huit décembre mil huit cent soixante-dix-sept pour les paiements en cette ville, sera le taux auquel tous les paiements de la nature ci-après mentionnée pourront être faits, et il ne devra être exigé aucun paiement excédant ce taux dans les cas suivants, savoir : Les paiements de jugements rendus pour dettes contractées avant ladite date.

M. Kneblock propose l'amendement suivant, qui est adopté :

Il ajoute à l'article 27 : "Excepté par le consentement législatif."

Il propose également qu'il soit ajouté à l'article 28 ce qui suit :

Toutes les personnes ayant droit à [illegible]

L'article 28 :

L'Etat, ses Législateurs ou ses fonctionnaires ne devront jamais, dans une année quelconque, imposer de taxes plus élevées que celles qui suffiront par plusieurs sur l'assessment des propriétés assujetties qui ne devra jamais excéder la valeur réelle et en conséquence ne devra jamais être prise ou d'insurrection de guerre, d'invasion ou d'insurrection.

M. Robertson présente le substitut suivant :

Dans un but de taxation, aucune propriété quelconque ne devra être évaluée pour plus de quarante pour cent de sa valeur réelle au comptant, à l'époque de l'assessment. L'Etat, ses subdivisions municipales, ses corporations, ne devront jamais prélever ou percevoir une taxe de plus de 14 mills et demi sur l'assessment, excepté dans les cas de guerre ou d'emprunts pour l'endiguement du fleuve, d'invasion ou d'insurrection. A moins surgissent des cas publics, politiques ou municipaux ne devra prélever un impôt, dans aucun cas, excédant une taxe de plus de 25 mills sur l'assessment.

M. Moore (de Lafourche) fait la motion de renvoyer la considération de l'article et du substitut jusqu'à ce que le comité de la dette (convertie) de l'Etat présente un rapport.

M. Allain s'oppose au renvoi, et espère que la question sera discutée.

M. Farlanga demande que la considération de l'article et du substitut soit remise jusqu'à l'époque où le comité de la dette de l'Etat et celui de la taxation présenteront leurs rapports. Il sera alors facile, ajoute le délégué de Pointe-Coupée, de fixer le taux de l'impôt.

M. Blanchard réclame la question préalable sur le renvoi; sa motion prévaut par un vote de 82 contre 17. — MM. Allain, Baskin, Bienvenu, Bobe, Cunningham, Dickerson, Estopinal, Forman, Howell, Jastremski, King, Loan, Long, Pardee, Simon, Stample et Young (8) votent dans la négative. —[MM. Babcock, Bell, Bourgeois, Bridger, Bulow, Barton, Caben, Collins, Davidson (J. C.), Davis, Demas, Denis, Easterly, Faulk, Favrot, Gowens, Guesinger, Kernochan, Lanaux, Mc Connell, Ogden, Pinchback, Poché, Semmes, Stewart, Thompson, Vance, Warmoth, Williams (E. H.), et Young (D.), ne votent pas.

La question préalable est appelée. L'assemblée vote sur le substitut Parlange, qui est adopté par un vote de 81 contre 20.

M. Allain, qui a voté avec la majorité, fait la motion de revenir sur le vote, et prononce un discours qui reposera l'idée de répudiation. Le délégué d'Iberville dit qu'il représente des hommes riches et de nombreux citoyens pauvres ; il leur a déclaré, durant la campagne électorale, qu'il combattrait avec énergie et constamment toute tentative d'écarter la dette. La Louisiane est tenue de payer jusqu'au dernier sou de ses obligations honnêtes ; elle le peut, car ses ressources pourraient être infinies et les $60,000,000 de l'année dernière pourraient être doublés. Les bruits de répudiation ont empêché la diminution du taux de l'intérêt, taux qui de 10 pour cent était tombé à six pour cent aux premières rumeurs. Aujourd'hui, les capitalistes ne veulent prêter leur argent à aucun prix ; les planteurs sont forcés de se soumettre à un intérêt de 10 pour cent, et dans certains cas, à un taux encore plus élevé. Si les capitaux diminuent par pinces, si le 4 pour cent des Etats-Unis constitue à peine l'enlever il leur faudra subir de plus grands sacrifices. On a beaucoup parlé de banqueroute ; ceux qui en parlent savent-ils le mot qu'ils font déjà fait à l'Etat ? M. Allain croit que nous pratiquons la plus stricte économie, que nous nous mettons un terme aux dépenses extravagantes et que nous diminuons les salaires. Une taxe de 5 *mills* signifie la répudiation dans un Etat auquel 11 mills ne suffisent pas.

M. Cunningham—Je demande que le délégué d'Iberville nous dispense de cette lecture, et que le document soit envoyé au comité de la dette.

M. Allain — Pas seulement veux-je quelques instants de vos précieux moments pour répondre aux attaques de Natchitoches s'il désire faire briller son esprit, mais j'ai la parole et j'entends en profiter.

M. Allain continue la lecture du document et, dès qu'il arrive à la dernière ligne, prononce l'éloge funèbre.

M. Mollon—Je ne connais bien, à voir sa pâleur inaccoutumée et ses mouvements nerveux, que le délégué d'Iberville avait de graves sujets de préoccupation et qu'il se pressait sur un volcan d'un extraordinaire : le discours qu'il vient de nous infliger m'explique son agitation. Il n'a pas pu s'empêcher de le lire ; j'en suis content pour lui, car s'il lui avait fallu le garder dans sa poche pour nous le débiter, il en fût mort, et je tiens à ce qu'il vive. Qu'entend M. Allain par la mot de la "répudiation". Répudier une dette, c'est refuser d'acquitter une obligation honnête, ce personne ne dit ouvertement ici. Il y a les beaucoup de délégués qui désirent s'amuser du chiffre d'Iberville voudrait peut-être que le Louisiane payât toutes les obligations de tous les mandats frauduleux ; il y a ici bien des gens qui ne partagent pas son opinion à cet égard. Tout le monde, toute commerçant, veut Etat à la dette ; tout le monde est en neutralité à une double foudroyante. Et même qu'un négociant a le droit de se soustraire au paiement d'un chèque frauduleux. Quant aux capitaux, ils cherchent les Etats où l'impôt est faible, ils ne demandent pas compte du passé : témoin la Georgie, qui a rejeté il y a trois mois millions d'obligations frauduleuses, et qui a déclaré ne pas vouloir payer celles d'une certaine administration, et qui est aujourd'hui le plus grand centre manufacturier du Sud ; les capitaux y affluent. J'ajouterai un mot sur la question de la répudiation par M. Allain ne nous semble pas une plaisanterie.

Le discours de M. Allain est déposé sur le bureau.

Le président passe à l'article 29 ; on votel la troisième :

La Législature devra pourvoir à la manière, au temps, aux circonstances et aux conditions dans lesquels les contribuables qui ont payé des taxes illégales pourront être remboursés.

M. Kneblock propose l'amendement suivant, qui est adopté :

Il ajoute à la Législature d'un pouvoir par lequel les contribuables qui ont payé des taxes illégales pourront être remboursés.

Le président passe à l'article 30 ; on votel la troisième :

La Législature devra pourvoir à la manière, au temps, aux circonstances et aux conditions dans lesquels les contribuables qui ont payé des taxes illégales pourront être remboursés.

M. Kneblock propose l'amendement suivant, qui est adopté :

Il ajoute à la Législature d'un pouvoir par lequel les contribuables qui ont payé des taxes illégales pourront être remboursés, excepté dans les cas prévus par l'article 27.

L'article 30 est considéré ; il se lit comme suit :

Chaque allocation devra être votée dans un but spécifique, et il ne devra être fait aucune allocation en faveur d'aucune personne ou corporation du gouvernement ne devra posséder, directement ou indirectement, aucune partie de l'Etat, ni aucune franchise ou privilège, à moins que la même ne soit accordée par le peuple.

M. Watkins propose d'effacer les mots : "et recevoir la signature du président du Sénat, salle de l'Orateur de la Chambre des Représentants."

M. Moore demande le dépôt de la motion sur le bureau. Le but de l'article, dit-il, est d'éviter les erreurs. Le gouverneur ne pourra pas être sûr que le bill qu'on lui présente est bien celui que le Sénat et la Chambre ont adopté.

La motion de M. Watkins est rejetée.

Le président rappelle à la Convention qu'un article de M. McGloin remplace les articles 4, 5, 7, 20 du rapport du comité ; le secrétaire le lit :

Les fonds, le crédit, les propriétés ou les chemins de fer de l'Etat, ou d'une corporation politique quelconque de l'Etat ne devront jamais être donnés ou prêtés à aucune personne ou corporation, excepté pour l'endiguement du fleuve ou de ses affluents, ou accordés à ces fins, pour mesures ou particulières. Mi l'Etat ni aucune corporation politique de l'Etat ne devront acheter des actions d'une corporation ou d'une association quelconque, ni souscrire à ces actions. Aucune corporation politique ne recevra ni capital d'une corporation politique ou d'une association quelconque.

M. Moore (de Lafourche), dit que cet article remplace avantageusement les quatre articles du comité, et en recommande l'adoption à l'assemblée.

M. Parlange offre un amendement ; il désire ajouter à l'article de M. McGloin les mots suivants :

Mi l'Etat ni aucune corporation politique quelconque de l'Etat ne devront se rendre responsables, directement ou indirectement, d'aucune compagnie, association municipale ou paroissiale quelconque, d'une corporation particulière, de toute autre corporation ou personne quelconque. L'Etat ne devra pas entreprendre de diriger les opérations de chemins de fer, de canaux ou de navigation, ni en devenir un exploitant.

M. McGloin croit que la modification est inutile, mais il finit par l'accepter après l'avoir combattue.

M. Robertson propose d'ajouter un preto qui permet à l'Etat d'accorder le droit de passage, à travers des terres, aux compagnies de chemins de fer et de canaux.

M. McGloin l'accepte.

M. Satherlin fait la motion d'effacer les mots "ou d'une corporation politique quelconque de l'Etat", partout où ils se trouvent dans l'article. M. Satherlin veut que les paroisses et les municipalités puissent souscrire aux actions, quand elles sont seules à supporter le fardeau de la taxe.

M. McGloin propose de remettre la considération de l'article, du substitut et des amendements à lundi prochain, et d'en ordonner l'impression dans le compte-rendu de la séance.

M. George propose d'attendre le rapport du comité des corporations, qui discute en ce moment la même question, et soumettre, ensuite, une ordonnance qui comprendra l'article de M. McGloin. La motion du délégué de Webster prévaut.

La Convention ordonne l'impression du rapport amendé du comité de la limitation—le 32e et dernier article ayant été adopté.

—M. Kemp présente un mémoire des citoyens de la paroisse Ste Hélène, qui demandent l'établissement d'un bureau d'agriculture. Déposé provisoirement sur le bureau.

M. Benham présente une ordonnance qui pourvoit à la création de districts de levées et à l'application du produit de la vente des terres marécageuses à la construction de levées ; une résolution qui demande à l'auditeur d'informer la Convention si les $11,000,000 de taxes arriérées ne peuvent pas être perçues.

La résolution de M. White ordonnant que les contestations d'élections soient décernais décidées à des séances du soir, est adoptée.

M. Blanchard présente une ordonnance maintenant la liberté de la parole et de la presse ; une ordonnance défendant à la Législature de faire de la position sociale d'un citoyen le sujet d'une loi.

M. Young, (de Concordia) présente une ordonnance qui maintient les fonctionnaires actuels de l'Etat jusqu'à l'élection et l'installation de leurs successeurs.

M. Kennedy présente une ordonnance qui défend aux fonctionnaires de l'Etat ou des Etats-Unis de remplir les fonctions de commissaires d'élections.

M. Land présente une ordonnance qui fait cesser la limitation de la taxe lorsque la majorité des contribuables d'une localité autorisera la Législature à élever l'impôt dans un but de travaux publics et d'améliorations intérieures.

A la demande de M. Le Gardeur, le rapport du comité de la milice est mis à l'ordre du jour de demain, lundi, et sera considéré à 2 heures.

—M. Hough fait la motion de renvoyer au comité l'ordonnance qui divise l'Etat en districts sénatoriaux, fixe le nombre des sénateurs et des représentants. Le délégué de Concordia dit que le comité a été injuste en n'accordant qu'un représentant à Concordia qui en avait deux et y avait droit à cause de son importance et du montant des taxes qu'elle verse dans la caisse de l'Etat.

M. Robertson, chairman du comité lui répond qu'il faudrait à Concordia 3253 habitants de plus pour lui donner droit à un second représentant ; que des paroisses—Ascension et Rapides, entre autres—ont une plus forte population que Concordia et n'ont, cependant, qu'un seul représentant.

L'ordonnance est lue pour la troisième et dernière fois. Le premier article est adopté par une vote de 81 contre 19 ; le deuxième, par un vote de 82 contre 5 ; le troisième et dernier, par un vote de 79 contre 9.

—Lundi matin, en réponse à une résolution, l'auditeur l'assemblée que l'inspecteur des Abattoirs a versé, dans les dernières années, $60.528.61 dans la caisse de l'Etat.

La Convention s'ajourne à lundi, 26 du courant, à onze heures.

SOURCES DE BLADON.—Ces sources réputées, qu'on a surnommées le Vichy d'Amérique, ont commencé à revoir des visiteurs depuis le 1er mai. Indépendamment des propriétés médicales de l'eau de Bladon, qui sont un avantage précieux pour les personnes malades, l'hotel de MM. Conner & Coffre l'attrait d'une jolie résidence. Le site est joli et l'endroit d'une salubrité exceptionnelle. Il n'y a jamais eu à Bladon un seul cas de fièvre jaune, même quand l'épidémie sévissait dans tout le Sud. Les eaux de Bladon sont reconnues par les meilleurs médecins de la Nouvelle-Orléans. Le prix de la pension est modéré et le voyage ne coûte que $17 pour l'aller et le retour. Voir l'annonce dans une autre colonne.

Pour les Fair Grounds, prenez les chars de la ligne Orléans, à la Statue de Clay.

ETOILE ROUGE.—Le fait est que le magasin qui porte ce nom vend des chaussures de toutes sortes à des prix auxquels on refuse de croire quand on en entend parler. Il faut aller soi-même à l'Etoile Rouge pour croire qu'on dit la vérité et rien que la vérité à son sujet. S'il s'agissait de chaussures de fantaisie, les prix seraient encore surprenants, mais, quand on achète des bottines, les brodequins et les pantoufles de l'Etoile Rouge sont fort beaux, fort élégants et fort solides. En conséquence, les personnes qui les achèteront s'assurent du fait par elles-mêmes, et alors ils en sont convaincus.

LIVRES, PAPIERS ET NOUVEAUTÉS DIVERSES.—Le catalogue de la librairie Hébert & Cie. que nous publions aujourd'hui dans nos colonnes, mérite une attention toute particulière. Nous signalons spécialement à tous ceux qui s'occupent de l'industrie sucrière, les ouvrages spéciaux sur la fabrication du sucre, la culture de la canne, le raffinage, &c. D'autres ouvrages ont trait à la distillation, à la culture du coton, à la culture de l'orange, &c. Il y en a pour nos différentes industries. Quant aux nouveautés littéraires, elles composeront les dernières que nous ayons remarquées en vogue.

Voir, dans une autre colonne de ce numéro, l'importante annonce de la maison Hennigar.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 25 mai 1879.

Température—Hauteur du baromètre, vents prédominants et état général du temps pendant les 24 heures qui se sont écoulées depuis midi hier, ainsi que la température dans ces mêmes 24 heures :

Temps-Température du 24 mai 1879.

Thermomètre de C. Durande, Opticien.

	Fahrenheit	Centigrade
6 heures du matin	70	21
9 " "	80	26
Midi	86	30
3 heures P. M.	87	31

Stations météorologiques.

Samedi, 24 mai, 1 h 45 P. M.

Température (Observations faites à l'heure locale).

Jacksonville, Fla.	77	Indianapolis, Ind.	66
Key West, Fla.	77	Cincinnati, O.	68
Tampa, Fla.	77	Louisville, Ky.	70
Mobile, Ala.	77	Nashville, Tenn.	72
Montgomery, Ala.	77	Memphis, Tenn.	72
Vicksburg, Miss.	77	Pittsburg, Pa.	68
Shreveport, La.	76	Cairo, Ill.	70
New Orleans, La.	77	Keokuk, Iowa	68
Galveston, Texas	72	St Louis, Mo.	70
Indianola, Texas	72	Davenport, Ia.	68
Corpus Christi, Texas	72	Dubuque, Ia.	66
Brownsville, Texas	72	St Paul, Minn.	62
Eagle Pass, Texas	72	Duluth, Minn.	62
Fort Worth, Texas	72	Yankton, D. T.	66
Denison, Texas	72	Omaha, Neb.	66
Atlanta, Ga.	72	Chicago, Ill.	66
Augusta, Ga.	72	Milwaukee, Wis.	66
Charleston, S. C.	77	Grand Haven, Mich.	66
Wilmington, N. C.	77	Detroit, Mich.	66
Norfolk, Va.	77	Toledo, O.	66
Washington, D. C.	77	Cleveland, O.	66
Baltimore, Md.	77	Buffalo, N. Y.	66
Philadelphia, Pa.	77	Rochester, N. Y.	66
New York, N. Y.	77	Albany, N. Y.	66
Boston, Mass.	77	Portland, Me.	66
Portland, Me.	77	Boston, Mass.	66
Albany, N. Y.	77	New York, N. Y.	66
Rochester, N. Y.	77	Philadelphia, Pa.	66
Buffalo, N. Y.	77	Baltimore, Md.	66
Cleveland, O.	77	Washington, D. C.	66
Detroit, Mich.	77	Norfolk, Va.	66
Toledo, O.	77	Wilmington, N. C.	66
Grand Haven, Mich.	77	Charleston, S. C.	66
Milwaukee, Wis.	77	Augusta, Ga.	66
Chicago, Ill.	77	Atlanta, Ga.	66
Omaha, Neb.	77	Brownsville, Texas	66
Yankton, D. T.	77	Corpus Christi, Texas	66
Duluth, Minn.	77	Indianola, Texas	66
Dubuque, Ia.	77	Galveston, Texas	66
St Paul, Minn.	77	Eagle Pass, Texas	66
Davenport, Ia.	77	Fort Worth, Texas	66
St Louis, Mo.	77	Denison, Texas	66
Keokuk, Iowa	77	Shreveport, La.	66
Cairo, Ill.	77	Vicksburg, Miss.	66
Pittsburg, Pa.	77	Memphis, Tenn.	66
Nashville, Tenn.	77	Montgomery, Ala.	66
Louisville, Ky.	77	Mobile, Ala.	66
Cincinnati, O.	77	Tampa, Fla.	66
Indianapolis, Ind.	77	Key West, Fla.	66
Chicago, Ill.	77	Jacksonville, Fla.	66

Hauteur des eaux au-dessus de l'étiage zéro (en pieds).

Cairo, Ill.	8.07	Rock-Island, Ill.	6.03
Memphis, Tenn.	12.01	New Orleans, La.	4.11
Vicksburg, Miss.	12.03	Omaha, Neb.	12.05
Shreveport, La.	4.11	Pittsburgh, Pa.	2.01
Fulton, Ark.	1.06	Davenport, Ia.	13.07
La Crosse, Wis.	7.00	St Louis, Mo.	11.00
Leavenworth, K.	10.05	St Paul, Minn.	4.07
Keokuk, Iowa	8.10	Dubuque, Ia.	7.05
Memphis, Tenn.	9.00	Yankton, D. T.	1.01

"An-dessous du niveau des hautes eaux de 1874.

Mariages, naissances et décès inscrits au bureau de santé dans les dernières vingt-quatre heures :

MARIAGES.—Charles H. D. B. Sloss à Mlle Hattie M. Dibble.

Peter Schmitz, Jr., à Miss Elizabeth Neiman.

NAISSANCES.—Mme J. A. Richard, une fille.

" Georges D. Coleman, un garçon.

" Frank Talbot, un garçon.

" Theodore Reinhart, un garçon.

DÉCÈS.—Hattie Wax, 10 mois.

Adolphine Klaus, 67 ans.

Alexis G. Sauvé, 1 an.

Ellie Pelletier Taylor, 12 ans.

Mme M. A. Ware, 61 ans.

Mathilde Angelo, s. 14 mois.

Lolay Smith, s. 4 mois.

Mandamus. — Deux writs de mandamus émanent de la cour de Circuit des Etats-Unis dans les affaires Feiterlin et Waddick ont été rendus en faveur de ces messieurs. Le writ ordonnait au maire et au conseil de ville de lever une taxe additionnelle pour payer les intérêts accumulés sur certains bons émis par la ville en 1852 dans le but de creuser le chemin de fer Jackson. Ces writs ont été rendus à l'époque de ville. A ce moment, on dit que les $28,000 provenant en 1870-71 de la vente de la ligne de la ville dans le capitole du chemin de fer Jackson, qui avait été subrogée pour être employée à payer les coupons échus, ont été retenues pour payer les coupons échus.

Courses au Fort Hepsgood.—Aujourd'hui, de Col. T. S. Williams, le nouveau contrôleur du chemin de fer de la rue du Canal au Lac par la rivière Bayou St. Jean, aura une fort amusante invitation pour assister à l'ouverture des courses au nouveau champ de courses, situé à quelques minutes de la rivière. Le gros de la population de Bienville hier à 5 heures du soir, et y trouvera le convoi qui devait commencer les courses au Fort Hepsgood et la gare de la rue de Bienville.

Les chars couverts seront partis en nombre de six ou sept consécutivement, car ces chars peuvent contenir chacun 75 personnes au lieu de 50 pour une des chars d'assistance facture, et les locomotives seront semblablement. Avec tous ces changements, les courses ne seront pas, à dit M. Williams, que cette partie de la rue du Canal au Fort Hepsgood qui est bien l'endroit le plus pittoresque de la banlieue, au deviennes une des lignes les plus fréquentées et les plus populaires.

Après ces courses, on a été fort applaudi, les convives ont été invités à reprendre leurs places dans les chars couverts dont nous avons donné la description, et à prendre rang pour faire avec une vitesse qui a donné une haute idée de la force avec laquelle cette affaire est conduite. Tout le monde est revenu enchanté de cette course.

Brevets pour le Sud.—M. H. W. Jenkins, solliciteur de brevets, nous rapporte officiellement la liste suivante des brevets qui lui ont été accordés au Sud pour les semaines expirant le 6 et le 13 de mai :

Louisiane.—Jules de Langlois & Co de la Nlle-Orléans, marques de commerce pour blanchir, cracker, etc. ; Richard Pierhouse, Nlle-Orléans, presse à coton ; Al sert Nowaday, Nlle-Orléans, divisoire de combinaison, couteau, serrure et clef ; P. F. Schulberg de Versailleville, manufacture pour chevaux.

Alabama.—A H Simms, Niburg, et J. L. Parker, Rockford, machine pour mesurer les cordes ; E. T. Camp, Edwardsville, barattes ; S. L. Hinsdale, de Chubbtowee, four.

Mississippi.—M. L. Berger, Moscow, machine à vapeur rotative.

Texas.—S. Johnson, Huntsville, tambours ; J. W. Tomby, Dallas, barrières ; E. Haas et A. L. Gaston, Galveston, pour le chemin de fer.

Arkansas.—J. M. Mitchell, Point Peter, outil-vateau.

Ayer honnête.—La page R. K. Howell, nommé dernièrement consul-agent de Russie à Bordeaux a résigné en place par le raison qu'il n'y a pas assez d'affaires pour un consul-agent et encore moins pour quatre.

Commissionnaires.—Le maire Pintoa a délivré des commissions spéciales à trente-huit membres du comité extérieur de la société amicales auxiliaire, pour la police de nuit, et a nommé cent nouveaux de ville les deux hommes à cheval qui seront chargés de surveiller exprès pour eux. Il en est résulté de cette ville. Le nombre des commissionnaires de la rue Chalte et l'autre devient le roi des Quartier.—C'est louable et n'est un argent bien employé.

Noyé.—Benedict Gaudet, un pauvre nègre natural, un homme d'un Gentilly, plus connu sous le nom de Cousy Gaudet, a été trouvé noyé. Il a été retiré dans le levée en marchant sur le bord de l'eau, et devait être la rive Montégut, et n'est noyé. Il avait été vu la veille au soir, et on avait donné l'alarme. Le fils de Pat Johnson, garde de nuit du cimetière anglais "Lavantier", ce qui avait fait accroire à quelques-uns que le fils de Pat les avait noyés, mais on arrivant à la garde a rien vu. Ni plus rien entendu ; le pauvre fou s'était enfoncé dans l'eau pour ne plus reparaître.

Un corps trouvé dans le bayou.—Le corps d'un homme flottant sur le canal neuf, devant la maison à bain d'Hoyt, a été découvert ce matin mardi par un nommé Adam Hinkle, venu dans le bayou avec ses chevaux. Le corps était âgé d'environ 35 ans. Il était vêtu d'une chemise blanche, d'un pantalon de jean, d'un gilet de même étoffe, d'un pantalon de coton noir et de vieilles bottines. Les poches de ses vêtements ne contenaient rien, quant aux vêtus, ils étaient usés et ne valaient pas la peine d'être volés. Il paraît que le noyé était un homme de la campagne. Le corps a été transporté à la morgue et l'autopsie aura lieu aujourd'hui.

Deux chars qui ont disparaissent par Mr. Wellington. M. Wellington, le nouveau contrôleur du chemin de fer Fort Hepsgood a dit que deux chars qui avaient été mis à la disposition de M. Hinkley à l'intérêt de la ligne du chemin de fer Pontchartrain avaient changé les voies de la compagnie entre Bienville et Orléans. Le premier de ces chars est disparu depuis hier matin, et l'autre a été trouvé sur la ligne sur les bords du Lac. Mais les passagers qui y parlaient n'en savent rien non plus. Ils ont dû arriver à leur destination à bord d'un autre char, car ils ne peuvent voir si le corps était bien celui de M. Hinkley. Le corps a été reconnu, et après avoir été examiné par le coroner, a été transporté dans la maison de gendre, un nègre, dans l'usine Cibi et Christopher. Wagner était allemand de naissance.

Blessure à la cuisse découverte pour voir droit devant devant. Recette : $2,755 83. Dépenses (billets) : $947 55.

Balance en caisse : $1,808 28.

$5,160 64.

Quarantaine.—Etat vrai que les inspecteurs de Douane, députés à l'examen de la quarantaine pour la collection, Rodger, neuf, propriétaire en ville sous la juridiction de la Maison de Santé ; Etat vrai que les passagers de tout navire arrivé à la station en sont exempts.

Etat vrai que les navires chargés de fruits trouvant le moyen d'échapper à l'accomplissement de la quarantaine, tandis que les petits navires sont soumis rigoureusement à cette loi.

Etat vrai que les règlements de la quarantaine ne sont pas observés à cause de l'arrivage de steamer et de goélette et que l'application en est arbitraire de la part de circonstances plus ou moins favorables et vues ; ordonnance n'a pas raison.

Et l'on voudrait y défaire ces règlements, tant mieux ! Mais alors on ne pourra plus commencer et tous les frais qu'ils occasionnent ! Et pourtant, pas mieux la supprimer tout à fait !

Musique.—"Arthur Sullivan" et "Brudgeon" sont deux compositeurs anglais. Mme Mary M. Louis Gruenwald vient de faire publier, en musique et les paroles en sont charmantes et les airs délicieux. Mme Gruenwald a dévoué à la compagnie de Jackson, qui avait été subrogée pour être employée à payer les coupons échus, en faveur de l'Etat. Le produit de la vente de la ligne de la ville dans le capitole du chemin de fer de Jackson, qui avait été subrogée pour être employée à payer les coupons échus, en faveur de l'Etat. Le produit de la vente de la ligne de la ville dans le capitole du chemin de fer de Jackson, qui avait été subrogée pour être employée à payer les coupons échus, en faveur de l'Etat.